

Pas touche à l'académie d'Amiens

Les opposants à la fusion des rectorats d'Amiens et de Lille ont lancé la contre-attaque ce jeudi 31 mai.

Par Le Courrier Picard | Publié
le 31/05/2018



Une assemblée générale des personnels est aussi prévue le lundi 4 juin.

Leur message, scandé au mégaphone, était aussi visible sur une grande

banderole déployée ce jeudi 31 mai vers midi devant les portes du rectorat, boulevard Alsace-Lorraine : « 50 ans, c'est trop jeune pour mourir ! Touche pas à mon académie ! ». Cette première journée de mobilisation contre le projet de fusion des rectorats d'Amiens et de Lille, organisée à l'appel du syndicat FSU, a réuni une soixantaine de personnes qui avaient comme une impression de déjà-vu. « *Nous étions déjà mobilisés sur cette question il y a trois ans, en 2015. Aujourd'hui, il faut tout recommencer, mais avec des délais plus courts, car le ministre tranchera la*

question à la mi-juin », prévient Philippe Lalouette, de FSU, pour qui la mobilisation va encore s'amplifier dans les semaines à venir. « L'académie est le seul service public qui n'a pas fusionné. Nous allons nous appuyer sur les bilans des autres fusions déjà réalisées pour contester ce projet qui ne fera qu'éloigner encore les habitants des guichets et des lieux de décision. Sans compter les menaces qui pèseront à termes sur l'emploi, celui des cadres notamment. »

Ruffin : « Nous n'aurons plus d'interlocuteur »

Le député de la France Insoumise François Ruffin est venu apporter son soutien aux manifestants. Pour lui, ce combat peut rassembler très largement « *car il touche tout le monde, toutes les familles qui ont des enfants inscrits dans une école de l'académie* ». L'occasion aussi de rappeler [le mouvement de la «Nuit des écoles»](#), qui a connu une forte mobilisation en début d'année, au moment du projet de carte scolaire : « *À plusieurs reprises, les parents d'élèves et enseignants sont venus manifester devant le rectorat pour protester contre les menaces de fermetures de classes. Toute cette pression a permis d'avoir une écoute de la part des décideurs, qui ont pu se rendre compte du mécontentement des gens. Si demain, tout se décide à Lille, les parents doivent comprendre que ça deviendra très compliqué de se mobiliser contre ces fermetures de classes car nous n'aurons plus d'interlocuteur sur place* », a alerté François Ruffin.

TÉRÉZINHA DIAS